



Moyen-Orient

Document d'orientation politique

#UCLGCongress

Action locale pour les communautés
Circuit Assemblée

CONGRES MONDIAL CGLU 2019

CIRCUIT ASSEMBLEE

DOCUMENT D'ORIENTATION MOYEN-ORIENT

1. Messages clés

La région Moyen-Orient et Asie de l'Ouest (MEWA) se caractérise par des **degrés extrêmes d'hétérogénéité et de diversité**. Les différences et les distinctions administratives, environnementales, socioéconomiques et sociales de la région affectent de façon négative la mise en œuvre locale des agendas mondiaux. L'hétérogénéité, et donc la nécessité d'approches au cas par cas, apparaît comme le principal défi à relever pour la région MEWA.

Son territoire se caractérise malheureusement aussi par **les guerres, les conflits, l'instabilité politique et les agitations sociales**. Ces problèmes régionaux font de la zone MEWA un centre des mouvements de migrations, ce qui la rend plus vulnérable aux instabilités nationales et régionales émergeant des **déferlements migratoires**.

Outre les catastrophes provoquées par l'homme citées précédemment, la région MEWA souffre d'un **cercle vicieux** entre catastrophes naturelles, ressources limitées, mal gérées et mal utilisées, qui entraînent une reprise des conflits. Dans ce contexte, le stress hydrique caractéristique de la région et ses écosystèmes fragiles mènent à de continuelles tensions sociales et environnementales.

2. Contexte actuel et état des défis

i Défis régionaux et hétérogénéité

Concernant les messages clés, l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les gouvernements locaux de la région est le caractère hétérogène et diversifié du territoire. Cette caractéristique imbriquée dans la région peut être abordée sous trois aspects différents.

- **Diversités économiques**

La région MEWA contient plusieurs structures économiques variées, au sein desquelles la richesse côtoie la pauvreté. On retrouve sur son territoire des pays dont les revenus nationaux par habitant est inférieur à 1000 \$, alors que dans d'autres pays, ceux-ci atteignent 100 000 \$ par habitant. Parmi les pays de la région, le Yémen et l'Afghanistan - des pays répertoriés parmi les Pays les moins développés (PMD) - font partie des pays les plus pauvres du monde, alors que les monarchies du Golfe font partie des plus riches. Les disparités économiques et donc les fragmentations sociales observées entre pays de la région MEWA sont également à l'œuvre au sein des pays mêmes.

- **Défis administratifs**

La région n'a qu'une faible tradition de gouvernance durable et enracinée à l'échelle régionale (quand elle existe) ou locale. Pour répondre donc à ces structures gouvernementales extrêmement centralisées, le manque d'autonomie financière et administrative des gouvernements locaux et la formulation des politiques urbaines exclusivement au niveau national constituent certains des défis rencontrés par les gouvernements locaux concernant leurs difficultés administratives. Ceci a un effet négatif direct sur le pouvoir financier et juridictionnel des gouvernements locaux.

- **Hétérogénéité sociale**

Cette région se caractérise également par ses différences ethniques, nationales, religieuses et linguistiques, qui requièrent principalement de mettre en place des réponses uniques aux défis auxquels les gouvernements locaux sont confrontés. MEWA, comme son nom l'indique, est répartie en deux sous-régions : (i) le Moyen-Orient et (ii) l'Asie de l'Ouest, qui peuvent être très différentes sous de nombreux aspects. Un certain degré d'homogénéité se dégage entre les pays du Moyen-Orient, car ils partagent la même langue, histoire et culture ; tandis que l'Asie de l'Ouest incarne une géographie tout à fait différente. Cet argument de la diversité régionale peut être employé même dans la sous-région moyen-orientale elle-même, car les orientations confessionnelles et ethniques peuvent avoir un impact direct sur la vie politique et sociale. Par conséquent, l'hétérogénéité sociale constitue l'un des principaux défis de la région MEWA.

ii. Guerres, conflits et mouvements migratoires

Depuis le début du siècle, certains endroits de la région ont été accablés par les guerres et les conflits récurrents, comme ce fut le cas de l'Afghanistan, de l'Irak et aujourd'hui celui de la Syrie et du Yémen. Alors que la région vit l'une des plus graves crises humanitaires de tous les temps, les mouvements migratoires causés par les défis susmentionnés, mais aussi l'instabilité politique représentent un autre défi pour les gouvernements locaux dans la conduite effective de leurs affaires quotidiennes.

• Gestion des migrations

La région MEWA est l'un des territoires du monde ayant les plus forts taux d'immigrations et d'émigrations. Aujourd'hui, la Turquie, la Jordanie et le Liban accueillent environ 6 millions de réfugié·e·s Syrien·ne·s, la plupart vivent hors des camps et ne sont donc pas officiellement enregistré·e·s par les autorités compétentes. En Turquie, seuls 6 % des réfugié·e·s vivent dans des camps, les 94 % restant vivant dans des zones urbaines aux côtés de la population locale. De même, les réfugié·e·s Syrien·ne·s en Jordanie et au Liban vivent principalement dans les villes.

Si l'on tient compte de ces chiffres et de l'aspect urbain des mouvements migratoires, la fourniture efficace de services de base, l'accès aux droits dans les villes et la nécessité de politiques de cohésion sociale à l'échelle locale constituent des enjeux majeurs pour les gouvernements locaux de MEWA, en particulier pour le maintien de la paix et le développement.

• Crises humanitaires dans la région

En raison des guerres civiles en Syrie, en Irak, en Libye et au Yémen, la région vit actuellement l'une des plus graves crises humanitaires de tous les temps. La guerre au Yémen a coupé les routes de transport de l'aide humanitaire, du carburant et de la nourriture, elle a réduit les importations et a donc provoqué l'une des famines les plus graves de l'histoire récente. Aggravées par le nombre limité de centres de soins, la famine et la malnutrition au Yémen ont tué de nombreuses femmes et de nombreux enfants.

De même, d'autres pays de la région souffrent de maladies et de conditions de vie déplorables, leurs citoyen·ne·s luttant pour survivre.

iii. Cercle vicieux entre ressources limitées et reprise des conflits

La région est également très diversifiée du point de vue de la possession de ressources. Certains pays de ce territoire se caractérisent par une grande richesse de leurs ressources souterraines telles que le pétrole alors que d'autres comme la Jordanie souffrent d'un manque de ressources hydriques. Combinées à un environnement fragile, les ressources limitées, mal gérées et mal utilisées favorisent la reprise des conflits dans la région, ce qui crée un cercle vicieux, car les conflits à leur tour créent un environnement peu propice à faire face aux défis climatiques. Les impacts climatiques dans les

années à venir ajouteront encore davantage de tensions aux défis existants liés aux ressources, avec des conséquences potentielles graves pour l'économie et la stabilité sociale et politique.

- Défis environnementaux et vulnérabilités

Les questions environnementales se sont toujours historiquement retrouvées au bas de la liste des priorités publiques de la région MEWA, en raison des problèmes susmentionnés qui sont d'une importance cruciale. Pourtant, les fragilités liées au climat constituent un obstacle alarmant dans la région. MEWA est un territoire dont il est prévu qu'il soit affecté par de grandes chaleurs et des tendances à la sécheresse dans les prochaines années, en raison du dérèglement climatique. Les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes rendent invivables certaines régions et réduisent de plus en plus les zones d'agriculture. La hausse des températures font peser de lourdes pressions sur les cultures et les ressources en eau déjà rares, et peuvent potentiellement entraîner un plus grand nombre de migrant·e·s, aggravant le risque de conflits.

- Tension entre accroissement démographique, demandes en hausse et ressources limitées

L'un des plus grands défis de la région est la demande croissante alors que les ressources sont limitées. La région souffre en effet d'un amenuisement des ressources en eau. La plupart des zones étant arides et ne recevant que très peu de pluie, l'approvisionnement en eau douce a toujours constitué un défi. La hausse de la demande de la part de populations en pleine croissance ne fait qu'augmenter la pression sur les rivières et les aquifères, certains s'épuisant plus rapidement que leur capacité naturelle à se réalimenter. En parallèle des vulnérabilités environnementales citées précédemment, les zones arides deviennent encore plus arides et les précipitations encore plus intenses. Les catastrophes naturelles telles que les inondations ou les séismes affectent les populations des villes denses et en continuelle croissance ; elles continueront d'ailleurs d'être une source d'inquiétude avec l'expansion urbaine incontrôlée.

iv. Autres défis et remarques finales

Outre les défis régionaux et l'hétérogénéité, les guerres, conflits et mouvements migratoires, et le cercle vicieux entre ressources limitées et reprise des conflits, un autre défi auquel font face les gouvernements locaux est le manque d'union intergouvernementale parlant la même langue, au nom de toute la région.

Il n'existe d'ailleurs que très peu d'organisations régionales comme l'Organisation des pays en développement (D-8), l'Organisation de la coopération islamique (OIC) et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et elles ne parviennent pas à englober l'intégralité de la région en raison des différences dans leur territoire de travail et de la variété des objectifs et cibles organisationnels. De plus, une coordination inadéquate entre autorités centrales et locales a souvent causé des déséquilibres dans la couverture et la qualité des services urbains.

Compte tenu de ces circonstances, les priorités régionales tendent à se focaliser sur la fourniture de services de base et le respect des droits fondamentaux. Cela a causé avec le temps un abandon des priorités accordées aux autres agendas, telles que les préoccupations environnementales et les approches d'égalité des genres, car les fonds étaient principalement destinés à la réponse aux besoins et droits de base.

Les défis regroupés dans cette catégorie appellent donc à des réponses diversifiées et transversales, car ils affichent tous des caractéristiques spécifiques. Cette hétérogénéité affecte de façon négative CGLU-MEWA dans la détermination d'un plan général d'action pour aborder ces enjeux. Combiné au manque d'union internationale et d'associations nationales de municipalités de la région, ces diversités constituent un obstacle pour la section dans sa quête de devenir la voix unifiée de ses membres.

3. Les priorités politiques clés dans les domaines suivants

Selon les défis clés détaillés plus haut, CGLU-MEWA a identifié quatre priorités stratégiques pour la période 2018-2020 :

- **Migrations et cohésion sociale**
- **Développement local et gouvernance**
- **Lutte contre le changement climatique et adaptation**
- **Résilience urbaine**

Au cours du processus de détermination de ces priorités, CGLU-MEWA a tenu compte des mécanismes importants pour l'organisation mondiale CGLU, sous la forme de ses conseils politiques. Dans ce contexte, chaque priorité stratégique, ainsi que les défis identifiés, fait directement ou indirectement référence à au moins un des conseils politiques de CGLU.

i. Droit à la ville et Territoires inclusifs

Lorsqu'il est envisagé sous le thème principal de l'**inclusion**, ce conseil politique aborde directement les difficultés rencontrées par les gouvernements locaux dans la gestion des défis liés aux migrations tout particulièrement. Tenant compte du fait que près de 92 % des migrant·e·s et réfugié·e·s en Turquie, au Liban et en Jordanie vivent dans des zones urbaines, l'aspect urbain des migrations et le concept de **droit à la ville** constituent l'une des pierres angulaires dans la réponse aux défis urbains liés aux migrations.

À cet égard, l'accès des migrant·e·s aux services de base dans l'espace urbain et leur participation aux processus de prise de décisions dans la gestion urbaine sont deux questions élémentaires, qui sont mises en évidence dans le document de briefing de ce conseil politique. En effet, l'exclusion sociale est considérée comme la principale cause de différents défis sociaux qui prennent la forme de la pauvreté, du chômage, de faibles niveaux d'alphabétisation, de la violence, de la criminalité et de l'isolement. Chaque jour qui passe, le besoin de bonnes politiques en matière de migrations pour l'intégration sociale, la cohésion sociale, l'engagement citoyen et la participation démocratique se fait de plus en plus criant pour la région.

Les territoires inclusifs sont également une thématique qui concerne les villes intermédiaires dans la Région. En appuyant les villes intermédiaires dans leur élaboration de politiques axées sur l'humain pour affronter les défis émanant des mouvements migratoires, les pays de la région ont toutefois des insuffisances financières et administratives pour tirer parti des villes intermédiaires, avec leur taille et échelle humaine idéales, qui contribueront à la répartition équilibrée de la population dans la région et à des systèmes urbains fonctionnels sur le long terme.

Outre les migrant·e·s et les réfugié·e·s, la vie urbaine participative et les territoires inclusifs requièrent également une inclusion pleine et active des jeunes, des femmes, mais aussi des groupes défavorisés et marginalisés. Bien que ces acteur·rice·s urbain·e·s, en particulier les jeunes et les femmes, ont démontré un grand intérêt à façonner le futur de leur communauté, il n'existe que peu de plateformes officielles et institutions qui leur permettraient de faire entendre leur voix et la traduire en changements positifs pour leur société sur ce territoire.

Dans ce domaine, la région montre certains exemples de discriminations et d'exclusion dans les zones urbaines, surtout dans le cas des jeunes femmes, qui bénéficient de moins de protections juridiques et de droits que les hommes. Même si l'on constate des améliorations considérables de la situation des femmes dans la région ces dernières années, en particulier dans les États du Golfe, l'accès au marché du travail reste limité dans les villes, principalement en raison des barrières culturelles et du rôle qui est imposé aux femmes dans la société.

Un autre groupe vulnérable souffrant d'exclusions multiples dans l'espace urbain est constitué par les personnes handicapées. C'est l'un des groupes les plus défavorisés de la région, car leur exclusion a lieu à tous les niveaux de la société.

D'autre part, la région affiche l'un des taux de chômage les plus élevés du monde. L'incapacité à obtenir un emploi décent et stable empêche les jeunes gens de la région de trouver leur place dans la société, car leur emploi ne leur permet pas d'acquérir leur propre logement, comme le souligne l'introduction de ce document d'orientation, sous le concept de « droit au logement ».

ii. Gouvernance territoriale multiniveaux et Financement durable

La région a grandement besoin d'une approche pragmatique et d'une coopération fructueuse entre les gouvernements locaux déjà affaiblis pour permettre de mieux canaliser le partage des bonnes pratiques en matière de gouvernance multiniveaux sur ce territoire. Une **gouvernance multiniveaux plus efficace** s'avère nécessaire si l'on veut veiller à la stabilité politique et éliminer les déséquilibres socioéconomiques dans la région, avec des gouvernements locaux autonomisés. Sur le long terme, ceci contribuera au développement d'une réponse à un autre défi rencontré par les gouvernements locaux de la région, à savoir **le manque de coopération horizontale et verticale entre les différents niveaux de gouvernement**. Dans le cas de la région MEWA, les limitations dans la coopération horizontale et verticale sont constatées non seulement entre les différents niveaux gouvernementaux, mais aussi entre les différents acteurs, comme le montre bien le peu de partenariat avec le secteur privé. Cela mène parfois à des insuffisances dans l'apport de solutions innovantes locales.

Enfin, dernier élément, mais non des moindres, les gouvernements locaux de la région MEWA souffrent également d'une représentation fragile auprès des gouvernements nationaux en raison du faible nombre d'associations nationales de gouvernements locaux (AGL). Cette situation affecte grandement le travail de CGLU-MEWA, qui cherche à développer une coopération régionale via le rôle de facilitatrices que pourraient jouer les AGL.

iii. Opportunités pour tou-te-s, culture et diplomatie des villes : les clés du développement durable et de la paix

En raison des instabilités politiques et de la situation de conflits évoquées auparavant, le **niveau de diplomatie internationale-régionale de la région est faible**, bien que les pays aient de nombreux points communs dans leur histoire et cultures. Néanmoins, le paradigme en évolution aujourd'hui des gouvernements locaux a rendu nécessaire que les administrations des villes et les municipalités combler les exigences de base en infrastructures, mais aussi qu'elles soient actives dans la coopération régionale.

Au vu de cette situation, la Région a grandement besoin de renforcer ses relations inter-cités, pouvant prendre la forme de **l'établissement de liens de jumelages entre villes**, ce qui fait des municipalités l'une des plus importantes parties prenantes des activités de consolidation de la paix. CGLU-MEWA a donc identifié la diplomatie des villes comme l'une des priorités stratégiques et a tiré parti de l'expérience des structures correspondantes de l'organisation mondiale CGLU.

La nécessité de liens de jumelage renforcés aborde à la fois la paix dans la région, tout en faisant également référence à la protection et à la promotion de la diversité culturelle, comme le fait ce conseil politique. Promouvoir une culture de la paix au travers de liens de jumelage crée une opportunité pour les citoyen-ne-s et pour les fonctionnaires municipaux-les d'expérimenter et explorer d'autres cultures, et cela génère un environnement pour les communautés de toute la région permettant d'apprendre et de partager leurs expériences, contribuant ainsi à l'élaboration de réponses solides aux problèmes d'intégration culturelle de ce territoire.

La nécessité régionale d'une diplomatie des villes plus fortes s'avère cruciale du point de vue économique dans le cadre du développement durable. Au vu du monde globalisé d'aujourd'hui, plus vos relations sont nombreuses dans le monde, plus votre communauté pourra être productive et prospère. Étant donné que les relations commerciales ne sont plus restreintes aux initiatives au niveau de l'État, une diplomatie des villes renforcée et des liens de jumelage de villes autonomisées apparaissent comme l'une des nécessités primaires de la région pour créer davantage de commerce et d'emploi, au travers de liens commerciaux entre les villes jumelées.

Au vu de ce contexte, nous restons convaincu·e·s du besoin d'initiatives de renforcement des capacités, en particulier ville à ville et de liens de jumelages ainsi que d'activités d'associations à associations dans la région MEWA.

iv. Des villes plus sûres, plus résilientes, durables et capables de répondre aux crises

Les graves pénuries d'eau, la dépendance excessive aux ressources naturelles non renouvelables, les conditions climatiques arides, l'insécurité alimentaire et les fréquents séismes et catastrophes vécus par les pays de la région démontrent que MEWA se trouve parmi les zones les plus nécessiteuses d'initiatives de **résilience urbaine**. En effet, il existe dans les zones qui souffrent de ces crises et de ces tensions des instabilités et vulnérabilités environnementales, sociales et économiques grandissantes, qui affectent négativement les pays de la région et rendent les villes de plus en plus fragiles.

C'est tout particulièrement évident avec les dimensions urbaines des défis émanant du dérèglement climatique. Malgré des **ressources naturelles limitées et sévèrement menacées**, la région MEWA présente un taux d'urbanisation très élevé (voire une « surmétropolisation ») qui mène à de nouvelles formes de risques et défis urbains. Des pressions croissantes sur un environnement fragile soulèvent des tensions sociales et des problèmes d'opportunités économiques pour les groupes à faibles revenus, car le pourcentage des logements informels s'accroît, en particulier les établissements dans des zones à haut risque (inondations, séismes, glissements de terrain).

Les défis régionaux dans le domaine de la résilience urbaine et des vulnérabilités environnementales sont donc directement liés aux questions abordées par le conseil politique Des villes plus sûres, plus résilientes, durables et capables de répondre aux crises.

4. Stratégies politiques et outils

Voici certaines des stratégies politiques et outils développés dans la région MEWA pour faire face aux défis susmentionnés. Ces stratégies politiques et outils sont principalement employés dans les commissions CGLU-MEWA concernées telles que la Commission sur les villes intelligentes et la mobilité urbaine, la Commission sur l'environnement, la Commission sur la diplomatie des villes et la gouvernance locale, la Commission sur la culture et le tourisme, la Commission sur l'inclusion sociale et la Commission pour l'égalité entre les genres.

Stratégie : *promouvoir l'élaboration de politiques socialement inclusives et s'assurer de l'accès aux services de base afin d'empêcher que les groupes vulnérables (migrant·e·s, jeunes, femmes, personnes handicapées, enfants et autres groupes défavorisés) vivant dans les villes soient objets d'exploitation sociale.*

Outils :

- Élaborer et mener des projets, webinaires, groupes de discussion, programmes d'apprentissage entre pairs, et de nombreuses autres activités en partenariat avec les organisations internationales, en particulier la GIZ.
- Faire valoir la nécessité de modifier les discours concernant les réfugié·e·s et les migrant·e·s, de façon à souligner les avantages possibles émanant des mouvements migratoires.

- S'assurer de l'inclusion des réfugié·e·s aux mécanismes de prise de décisions en établissant des conseils inframunicipaux, qui puissent servir de comités consultatifs.
- Recueillir les bonnes pratiques sur l'implication active des gouvernements locaux dans la région en matière de gestion des migrations et les présenter auprès des organismes onusiens concernés.

Stratégie : *accroître les degrés de sensibilisation des gouvernements locaux de la région à l'égard des objectifs mondiaux*

Outils :

- Organiser des projets et des activités de renforcement des capacités spécifiques aux ODD, comme le projet pilote CGLU-MEWA concernant la cartographie des ODD en Turquie.
- Mener des discussions avec les gouvernements locaux pour accroître la sensibilisation aux agendas internationaux et régionaux (espaces verts, santé, gastronomie, efficacité énergétique, durabilité ont été des thématiques abordées lors de ces discussions en date de juillet 2019).
- Mener des campagnes sur les réseaux sociaux à l'occasion des journées internationales.
- Entreprendre des activités de publication pour la diffusion des engagements envers les agendas mondiaux.

Stratégie : *encourager les gouvernements locaux de la région MEWA à établir de nouveaux liens de jumelage au sein et/ou hors de la région.*

Outils :

- Organiser des ateliers de jumelage pour contribuer à la diplomatie des villes dans la région MEWA.
- Mettre en place un document de stratégie commune sur la diplomatie des villes.

Stratégie : *encourager le développement de structures de gouvernements locaux faisant preuve de résilience à l'encontre des catastrophes sociales et économiques, face aux tensions et fragilités.*

Outils :

- Mener des formations techniques sur les financements des gouvernements locaux pour les municipalités de district.
- Organiser des activités de sensibilisation pour placer le concept de villes intermédiaires au cœur du développement régional (Ateliers Villes Intermédiaires).
- Établir des partages d'expérience et des plateformes de collaboration fonctionnelles entre les villes intermédiaires ayant des caractéristiques similaires du point de vue de la démographie, des structures socioéconomiques et des domaines de travail.

Stratégie : *lutter contre le dérèglement climatique et s'y adapter dans la région MEWA et encourager les gouvernements nationaux à fournir aux gouvernements locaux les capacités et les ressources nécessaires pour l'élaboration de plans de protection environnementale.*

Outils :

- Encourager les membres à s'impliquer dans la Convention mondiale des Maires (GCoM en anglais) au sein de laquelle les gouvernements locaux préparent des plans d'action climat en vue de faire diminuer leurs émissions carbone et effectuer un suivi de leur processus d'engagement.
- Encourager les gouvernements locaux signataires de la GCoM à développer des politiques et des engagements dans la lutte contre le dérèglement climatique et l'adaptation à ce phénomène.
- Organiser des programmes d'ateliers en partenariat avec les partenaires mondiaux, régionaux et locaux pour aborder l'usage efficace des ressources naturelles (Ateliers sur le projet de gestion solide des déchets, Programme de formation sur les systèmes des eaux usées et des eaux municipales pour les municipalités de Palestine, etc.).
- Mettre en place une base de données pour les bonnes pratiques des municipalités membres dans le domaine de la protection environnementale.
- Plaider en faveur de l'usage de systèmes de transports « zéro carbone » ou à faibles émissions, tels que le vélo, les véhicules électriques et le transport public.

Stratégie : *encourager les processus de prise de décisions en faveur de l'égalité des genres, le développement de ces mécanismes et/ou le renforcement des structures existantes.*

Outils :

- Encourager la diffusion de l'engagement à la localisation de l'ODD 5 dans le cadre de la Commission CGLU-MEWA sur l'égalité entre les genres.
- Promouvoir activement auprès des partis politiques l'établissement d'un quota pour les représentantes femmes.
- Encourager les femmes à jouer un rôle dans les instances statutaires de CGLU-MEWA.

5. Liens aux agendas mondiaux et mécanismes continentaux

Œuvrer à la vision de notre région et à la création de solutions à ses défis, sous l'angle des agendas mondiaux façonnant notre travail, en particulier les **Objectifs de développement durable (ODD)** comme assises fondamentales de notre agenda de développement 2030 sont les raisons de l'existence de notre organisation.

Nous, CGLU-MEWA, considérons donc les ODD comme la principale plateforme pour nos activités. Dans ce contexte, lors de la détermination de nos domaines de travail prioritaires, nous nous sommes référé·e·s aux ODD correspondants, avec pour but de présenter la contribution que nous avons faite à l'agenda global de développement et pour prendre les mesures requises, après une période de travail de trois ans.

Outre les ODD, l'**Accord de Paris sur le climat** et les agendas internationaux liés à l'environnement jouent un rôle important dans le cadrage de nos stratégies politiques et outils. Dans ce contexte, les activités de plaidoyer de CGLU-MEWA pour faire augmenter le nombre de gouvernements locaux signataires de la Convention mondiale des Maires ont directement à voir avec la localisation des engagements de l'Accord de Paris.

Concernant l'agenda de CGLU-MEWA sur l'inclusion sociale, nous fondons principalement nos activités sur **la Déclaration de New York pour les réfugié·e·s et les migrant·e·s et la Déclaration de Malines sur les villes et les migrations**. Dans ce domaine, nous œuvrons tout particulièrement

à modifier le discours négatif sur les migrant·e·s, comme le spécifie d'ailleurs la Déclaration de Malines. Nous, CGLU-MEWA, sommes profondément convaincu·e·s que les gouvernements locaux sont l'un des acteur·rice·s essentiel·le·s dans l'élaboration de politiques d'intégration sociale non seulement pour les migrant·e·s mais aussi pour les enfants, les femmes, les personnes handicapées et les autres groupes vulnérables, et leur rôle est reconnu par la Déclaration de New York.

D'autre part, toutes les activités de CGLU-MEWA touchent d'une certaine façon aux engagements pris dans **l'Engagement de Bogotá, l'Agenda d'action et le Nouvel agenda urbain**, pour bâtir des villes durables. Plaidant en faveur d'une place centrale des gouvernements locaux et régionaux au sein des processus d'élaboration des politiques dans les villes pour transformer les idéaux ciblés en politiques et initiatives concrètes, l'Engagement de Bogotá ouvre la voie à l'exécution de mesures locales pour parvenir à des solutions globales. Dans l'Agenda d'action, qui est le prolongement de l'Engagement, un cadre a été établi pour le travail à faire au vu de tous les agendas mondiaux de développement, dans les contextes locaux, nationaux et mondiaux.

De même, nos travaux cherchent à renforcer les structures de gouvernance dans la gestion urbaine comme éléments clés du Nouvel agenda urbain, pour créer des politiques inclusives dans les villes, pour éliminer les problèmes rencontrés dans le développement d'un environnement durable au travers de l'aménagement du territoire et de la prospérité urbaine et pour résoudre les problèmes dans les villes de la région MEWA.

Enfin, les activités de CGLU-MEWA font des références directes au **Consensus européen sur le développement**, en particulier les travaux menés dans le cadre du **Forum politique sur le développement (FPD)**. Tenant compte des défis régionaux sur les questions de développement et inspirée par l'esprit de partage de cette initiative, CGLU-MEWA a développé une approche multipartite dans son élaboration des politiques et son plaidoyer. Ces efforts ont donné lieu à plusieurs partenariats avec le monde universitaire, les organisations de la société civile et le secteur privé, qui ont créé une dynamique favorable au sein des gouvernements locaux de la région.

Les pays voisins du Sud ayant souffert de nombreuses destructions sur le plan humain comme sur le plan des infrastructures, il est impossible de penser à la reconstruction sans le soutien des gouvernements locaux et des communautés. Amenant la perspective des gouvernements locaux et nationaux dans la région MEWA, CGLU-MEWA participe activement et contribue aux efforts du FPD et à la réalisation des engagements du Consensus européen sur le développement.

6. Recommandations et actions clés du mouvement international des gouvernements locaux et régionaux

Recommandation 1 : *localiser les objectifs de développement durable dans la région MEWA et veiller à la réussite de la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain*

Les gouvernements locaux et régionaux de la région doivent être convaincus qu'ils ont un rôle clé à jouer dans le déclenchement de l'adaptation des objectifs mondiaux à l'échelle locale, et qu'ils ont l'importante responsabilité d'encourager la mise en œuvre en intégrant les différents agendas sur le terrain et en veillant à la cohésion territoriale.

Recommandation 2 : *contribuer à la diplomatie internationale par le biais de la diplomatie des villes dans la région MEWA et renforcer la coopération décentralisée et les activités de consolidation de la paix*

Les autorités locales de la région peuvent être des actrices majeures des politiques globales. Elles doivent être plus actives à l'international en développant des réseaux et des projets de jumelage, en partageant les informations, en signant des accords de coopération, en contribuant à la rédaction des politiques nationales et internationales, en fournissant de l'aide au développement, en décrétant l'aide aux réfugié·e·s, et en faisant du marketing territorial au travers de la coopération décentralisée ville à ville ou district à district.

Recommandation 3 : défendre auprès de l'ONU le rôle crucial joué par les gouvernements locaux dans la gestion des migrations

Les mouvements à grande échelle de réfugié·e·s et de migrant·e·s affectent tous les États membres de l'ONU et ils requièrent une coopération plus étroite et le partage des responsabilités. Travailler avec les gouvernements locaux est essentiel à la création de stratégies pérennes et durables en matière de migrations, en particulier dans un environnement aussi complexe et dynamique que le Moyen-Orient et l'Asie de l'Ouest.

Recommandation 4 : promouvoir l'établissement d'associations de gouvernements locaux et nationaux

Les associations de gouvernements locaux et nationaux constitueront un pont essentiel entre les gouvernements nationaux, les communautés et les citoyen·ne·s et elles auront un rôle primordial dans les nouveaux partenariats mondiaux. Les associations de gouvernements locaux et nationaux accroîtront la solidarité et la coordination en rassemblant les municipalités membres, en fournissant des services de conseil aux municipalités membres, en faisant de sensibilisation par l'organisation de séminaires de formations et de groupes de discussion.

Recommandation 5 : diffuser et mettre en œuvre la Convention mondiale des Maires pour le climat et l'énergie dans la région MEWA

La Convention mondiale est une alliance internationale de villes, gouvernements locaux et leurs communautés, partageant une vision sur le long terme de réalisation d'actions mesurables pour lutter contre le dérèglement climatique et effectuer la transition vers des sociétés émettant moins de carbone et plus résilientes.

Recommandation 6 : encourager le développement de structures de gouvernements locaux faisant preuve de résilience face aux catastrophes environnementales, aux tensions et aux fragilités tout en contribuant au développement de villes résilientes sur le plan social, en se fondant sur l'égalité des genres

La collaboration internationale peut faciliter le flux de connaissances et les ressources financières nécessaires pour aider les villes à devenir plus résilientes face aux bouleversements liés au dérèglement climatique et autres chocs et tensions systémiques, notamment les défis sociaux associés à l'urbanisation rapide.

Recommandation 7 : promouvoir l'adoption d'une approche fondée sur les droits au sein des gouvernements locaux pour toutes les formes de vulnérabilité

La promotion de l'adaptation d'une approche fondée sur les droits au sein d'un réseau national et international engrangera une plus grande familiarité, avec un angle particulier sur l'égalité des chances, la participation, la transparence, la corruption et la reddition des comptes.

#UCLGCongress
www.durban2019.uclg.org

